

L'UFAP UNSa Justice souhaite alerter sur la situation extrêmement préoccupante du PCSE de la DISP de Lyon, où les agents font face à une augmentation massive de la charge de travail sans renforts humains suffisants.

Une explosion du nombre de mesures à surveiller

Les chiffres parlent d'eux-mêmes :

- Décembre 2018 : 10 agents pour 1 250 mesures
- Octobre 2019 : 13 agents pour 1 450 mesures
- Juin 2023 : 14 agents pour 1 800 mesures
- Mars 2026 : 14 agents pour près de 2 500 mesures

En quelques années, près de 700 mesures supplémentaires sont venues s'ajouter sans renfort d'effectifs.

Aujourd'hui, les agents doivent assurer le suivi de 2 500 mesures avec seulement un agent de plus qu'en 2019 pour plus de 1000 mesures supplémentaires. Cette situation est totalement irresponsable.

Des agents à bout de souffle

Pour pouvoir maintenir le service **il faut le dépassement des 108 heures supplémentaires trimestrielles pour certains agents**, avec une charge de travail qui est devenue ingérable.

Chaque jour, les agents doivent gérer : environ 300 mails quotidiens, plus de 220 rapports d'incidents, 150 alarmes traitées par jour, plus de 250 modifications horaires enregistrées quotidiennement sur SAPHIR.

Et ce, tout en continuant à assurer leur mission principale : le suivi des placés sous surveillance.

Des missions qui continuent d'augmenter

La charge de travail ne cesse de s'alourdir avec l'augmentation des procédures liées aux magistrats, les dispositifs de vigilance JIRS / protocoles PJJ, les missions supplémentaires liées à la sécurisation du bâtiment la nuit, les week-ends et jours fériés, et avec le projet de dématérialisation repoussé faute d'effectifs.

Dans le même temps, le poste d'AA est resté vacant pendant plus d'un an et demi, aggravant encore les difficultés du service.

L'UFAP UNSa Justice exige des mesures immédiates.

L'UFAP UNSa Justice demande la création urgente de postes supplémentaires au PCSE, l'affectation rapide d'au moins deux agents supplémentaires, une réévaluation réelle des effectifs au regard des 2 500 mesures à suivre et des moyens humains à la hauteur des missions confiées.

Il est inacceptable que les agents continuent de compenser seuls les carences de l'administration.

Le PCSE de Lyon est aujourd'hui l'un des services les plus sollicités au niveau national.

Sans renfort rapide, la continuité et la qualité du service ne pourront plus être garanties.

L'UFAP UNSa Justice ne laissera pas les agents travailler dans de telles conditions.

Par le bureau local UFAP UNSa Justice CHEKHAD Nadia